

# Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

fevrier 1978  
**sommaire**  
 Crise dans la sidérurgie..... p. 2  
 Carter, le pèlerin de la guerre.. p. 3  
 La guerre au-dessus de nos têtes p. 3  
 Les doutes d'un économiste..... p. 3  
 Espagne : élections syndicales... p. 4  
 Italie : le cynisme syndical... p. 4  
 Vietnam/Cambodge..... p. 4  
 Les syndicats en URSS..... p. 5  
 Pologne, un socialisme autère... p. 5  
 Ignorance et confusions du PIC.. p. 8  
**mensuel n°46**  
**2ff** 20FB/1,5FS/5OCTS CAN.

## LA MONTEE DU CRIME... BOURGEOIS

M Le crime se porte bien. En tout cas, à la une des journaux de ce qu'on appelle la "grande presse", puisqu'il est vrai que le capitalisme considère comme "grand" ce qu'il a de plus répugnant. Depuis des semaines il n'est question que de "l'assassin des vieilles dames", du "tueur fou de Sucy", des "preneurs d'otages" de la prison de Clairvaux, de "l'enlèvement crapuleux" du baron Empain, tout cela succédant à la "flambée de violence" des "autonomes" et à la multiplication des "bombes séparatistes". Et à l'hystérie des "pigistes" du "Figaro" ou des commentateurs "objectifs" de la radio-télévision s'ajoutent des déploiements policiers à faire pâlir Schmidt lui-même et qu'on nous présente comme le dernier rempart contre une menace qui plane sur "tous les citoyens": celle du crime, du meurtre et de la violence.

Avec l'hypocrisie qui la caractérise, la bourgeoisie semble découvrir ces maux de la société. Pourtant, elle est experte en la matière. N'a-t-elle pas fondé son système dans la boue et dans le sang, par l'expropriation, le massacre, le pillage des paysans de ses colonies, par l'épuisement et la mutilation de générations entières de prolétaires parqués dans les bagnes industriels souvent depuis l'enfance ? En fait, le capitalisme a toujours vécu avec la violence et le meurtre à fleur de peau. Mais si, à l'heure actuelle, on fait tant de battage sur ce sujet, c'est que cette violence qui est bien à sa place dans les guerres, les usines et les prisons, bien contrôlée par l'appareil étatique, même quand elle était "illé-gale", semble échapper au monopole de "professionnels" : flics, soudards, matons et caïds du milieu.

La bourgeoisie constate avec effroi que le meurtre et le crime sont de plus en plus affaire "d'amateurs" : ils se "démocratisent" en quelque sorte. Et de crier à la "dissolution des moeurs", à la "mort de la morale" ! Elle ne se trompe pas : l'ensemble des piliers idéologiques de la société s'effondrent. Mais tous les appels à un "retour aux anciennes valeurs" n'y pourront rien, car c'est l'effondrement des bases économiques mêmes du capitalisme qui provoque sa débâcle morale.

Mais ce n'est pas tant la simple frousse qui motive les cris d'orfraie des plumassiers du capital. En fait, toute cette campagne s'inscrit dans un plan mûrement et délibérément préparé par la bourgeoisie en vue de renforcer son appareil répressif : il s'agit de conditionner et d'habituer la "population" aux violences et aux quadrillages policiers, de la faire frémir aux exploits des "tireurs d'élite" et autres "supermen" de la mitraille, de l'encourager à la "délation" comme dit si bien le ministre de la "Justice" de lui faire approuver aujourd'hui la chasse aux "criminels", "enragés", "terroristes" et "autonomes" pour justifier demain la chasse aux ouvriers qui oseront se révolter. Et à cette oeuvre de "salubrité", les appels de "l'Humanité" à "l'augmentation des effectifs de la police" complètent ceux du "Figaro" en faveur d'une guillotine plus active.

La bourgeoisie ne mettra jamais fin au crime : elle en vit. En appelant à se mobiliser contre lui, c'est sa perpétuation qu'elle tente d'assurer en même temps que sa domination de classe à laquelle le prolétariat peut seul mettre fin par la destruction nécessairement violente du capitalisme.

## EXPLOSION DE COLERE OUVRIERE EN TUNISIE

M Préparée par une longue effervescence sociale depuis octobre 77, une explosion de mécontentement prolétarien a fini par secouer la Tunisie. Sur l'échelle des forces, sa puissance a été telle que les digues mises en place par le Pacte National ont éclaté. Depuis son installation au pouvoir, la bourgeoisie nationale a fait peser une main de fer sur un pays épuisé par la crise mondiale. D'année en année, celui-ci s'est vidé de sa chair et de son sang : 200 000 tunisiens ont émigré en Europe, 50 000 en Libye. Dans les campagnes, dans les villes s'entassent les unes sur les autres les masses expropriées. C'est le règne de la misère et du chômage, de l'obscurantisme religieux et de la "comblazione". Un prolétariat que n'ont pas pu calmer l'habitude "démocratique" et les promesses de "bien-être", concentré dans les raffineries, le textile et les mines y subit la loi impitoyable du despotisme de fabrique.

Très touchée par la crise, la Tunisie pratique la politique d'austérité et de la répression. Solidaire par nature de l'appareil d'Etat, l'UGIT y arbore le drapeau des sacrifices. Se comparant

avec un quelconque Lama, Achour demandera naturellement aux affamés de ser-  
 viraire encore un peu la ceinture et de produire plus et mieux. Son collègue Belail précisant que: "La grève est une chose trop grave pour qu'on en abuse". Mais "ventre creux n'a point d'oreille" quand la crise resserre son étai sur les travailleurs et les paysans. Alors,

c'est l'explosion de colère que s'avè-  
 rent impuissants à contenir tous les partis signataires du Pacte National, y compris le PCT.

Bravant le "pacte social" entériné en 72 par l'Etat et sa créature syndicale, la classe ouvrière de Tunisie c'est  
 (suite page 6)

## MICHELIN "NOUVELLES FORMES DE LUTTES SYNDICALES": DEFAITE OUVRIERE

• La crise du capitalisme frappe à toutes les portes. Le trust Michelin ressent aujourd'hui ses coups de boutoir et, là comme ailleurs, doit imposer l'austérité aux travailleurs pour conserver sa place sur le marché mondial. Travailler plus et être payés moins, c'est la réalité quotidienne des ouvriers. Maintenant, Michelin voudrait franchir un nouveau seuil dans l'ex-

ploitation en instaurant l'horaire semi-continu (la production s'arrêterait seulement du dimanche matin à 8 h au dimanche après-midi à 1<sup>h</sup> 30, avec deux jours de repos hebdomadaire non consécutifs). C'est cette dernière attaque, couronnant toute une série d'altérations des conditions de vie des ouvriers, qui a déclenché un mouvement d'une ampleur inconnue depuis 30 ans aux usines Michelin.

## FRANCE DISSENSION ET UNITE DE LA BOURGEOISIE

• Les fidèles électeurs, à l'écoute des grands acteurs du jeu électoral respirent : "Les procès d'intention injustifiés, les propos agressifs, certaines attaques inadmissibles qui désorientent et lassent l'opinion publique", aux dires de M. Barre, ne sont pas les signes de la cacophonie qui avait gagné la droite après avoir envahi la gauche, non plus que l'expression "du marécage", mais "une situation normale, qu'est le jeu de la démocratie, et notamment pendant les périodes électorales, (car) il est tout à fait normal (encore !) qu'il y ait des débats". Ce qui n'a rien à voir, bien entendu, avec les "réunions au fond du jardin" et les "négociations de fond de couloir", faites "en douce", dont parlait M. Chirac, ce 20 janvier dernier. D'ailleurs, M. C. Bonnet, Ministre de l'Intérieur, resitue tout cela : à lui aussi, "il paraît normal que soit proposé aux électeurs des candidats qui leur offrent la possibilité d'exprimer leur sensibilité propre". Et JJSS de conclure : "Nous ne sommes pas en train d'entrer dans une crise. Nous sommes en train d'en sortir... M. Giscard d'Estaing a consacré... la nécessité des primaires et la volonté de présenter aux Français un véritable choix... Enfin, les primaires sont organisées !" Ce n'était donc que cela !

Il est vrai qu'il y avait de quoi dérouter :

Les élections étaient classiquement pour les partis bourgeois l'occasion d'une grande parade, chacun faisant acte de bon vouloir envers l'allié traditionnel ou celui dont on souhaitait l'appui pour sauter la barrière des élus, quitte à l'abandonner de l'autre côté. Mais, déjà, en 1977, les municipales se déroulent avec quelques fausses notes : surenchères PC, PS et surtout l'étonnant spectacle de Chirac se battant pour la mairie de Paris. Puis, ce fut la rupture de la gauche. Ceux qui avaient mis leurs espoirs en cette union volent là une incohérence fatale à une politique efficace. La droite, qui allait pouvoir célébrer, en un chœur harmonieux, sa fidélité au pays, son sens du devoir envers ce peuple digne de faire "le bon choix". Et, pour ce faire, Giscard alla même jusqu'à user de

la parabole dite du "maçon". Ce fut bref. La zizanie s'installa. Là comme ailleurs, l'essentiel des préoccupations parut moins de combattre "l'ennemi commun" que de faire trébucher son voisin et de s'en démarquer à grand renfort de déclarations, profession de foi, accusations, dénégations diverses et contradictoires.

Chirac accusé d'être le diviseur de la majorité, et surtout de préparer la défaite de celle-ci pour mieux apparaître comme un "recours", dénonçait l'attitude de Giscard d'Estaing prêt, disait-il, à gouverner avec le PS, à se débarrasser de gaullistes (qui gênent sa conscience) et à "brader l'indépendance nationale". Propos auxquels le président répondit en évoquant avec componction "la démocratie", sa "loyauté", son "desir d'ouverture" et son vœu de gouverner au centre". Sur la gauche, Mitterrand, main sur le coeur, criait lui aussi "sa loyauté", sa "volonté de gouverner avec les communistes, de ne pas former d'autres alliances"... bien que Giscard d'Estaing ait tout à gagner de sa participation à un gouvernement. En face, un George Marchais, évidemment scandalisé, accusait le PS de rêver avec Giscard à une même troisième force et d'être prêts tous deux à brader l'indépendance nationale (encore elle !) selon les exigences de Carter.

Bien que Chirac accuse le PC de "totalitarisme" et qu'il se trouve qualifié par lui d'"agent du patronat", tous deux se retrouvaient autour de cette analyse commune - juste au demeurant. Il y avait là vraiment des raisons de recevoir la mise en garde de C. Bonnet, rappelant qu'"il importe qu'ils ne se trompent pas d'adversaire et ne se laissent pas aller à des outrances de nature à désorienter leur électoral". C'est fait depuis ces jours derniers : Chirac, fin analyste, a "observé que dans les querelles de famille, les responsabilités sont toujours partagées" précise que "son seul adversaire est l'opposition", demande "qu'aucune polémique ne soit engagée, ni relevée, ni entretenue entre les candidats de la majorité". Le tout couronné par le

Depuis le 12 décembre, le mécontentement couvait de façon souterraine dans les ateliers; c'est le samedi 17 décembre que le couvercle saute. Des ateliers partent spontanément en grève sans attendre une quelconque consigne syndicale, et entraînent avec eux la majorité des travailleurs dans la lutte. Cet élan, indépendant et déterminé, atteste de la combativité des prolétaires qui ont essayé de répondre pied à pied aux attaques du patron en choisissant la seule voie réaliste : la grève sauvage totale. A son éclosion, cette lutte tranche d'avec les habituelles grèves tournantes, les délégations bidon, auxquelles les syndicats avaient habitué les ouvriers. Les syndicats, appelant à un débrayage de deux heures pour le mardi 20, se retrouvent devant 15 000 grévistes le 19, et déclarent : "Ce meeting est improvisé, vous avez débrayé sans consigne syndicale".

Dépassés par l'ampleur d'un mouvement qu'ils n'avaient pas impulsé, des militants syndicaux annoncent : "... pour nous, la grève, c'est le 20 ; en attendant, on reprend..." Cependant, les centrales syndicales se voient contraintes sous la poussée des grévistes d'organiser des meetings massifs en dehors de l'usine, des défilés en ville regroupant jusqu'à 12.000 personnes, et tout cela pour canaliser la lutte vers un seul but : la négociation avec la direction. "Le motif de cette mobilisation exceptionnelle est simple et clair... Les travailleurs attendaient une négociation positive sur leurs revendications, ils se heurtent à une offensive contre les conditions de travail." (tract de la CGT du 23/12/1977).

Ainsi, dès ce jour, les ouvriers se font prendre dans les mailles du filet syndical pour ne plus s'en dépêtrer. Durant dix jours, CGT, CFDT, alors tout à fait unies, promènent les travailleurs, tiennent des discours ronflants et arrivent à maintenir les grévistes en une masse désormais privée d'initiative, insatisfaite par endroits, s'isolant dans d'autres ; mais toujours cette insatisfaction restera souterraine et ne saura s'exprimer de façon forte et organisée. Tout au long de ces dix jours, tout sera fait pour que les grévistes ne puissent prendre conscience de leur force et étendre leur lutte : présentation du conflit comme spécifique à Michelin, mise en avant de la sauvegarde de l'économie régionale et nationale, maintien du cloisonnement par équipes de grévistes, etc.

# LE CAPITAL TOUCHÉ EN PLEIN CŒUR

*La crise qui secoue actuellement la sidérurgie mondiale ainsi que l'ensemble des industries qui s'y rattachent directement, la construction navale en particulier, constitue une illustration frappante de la situation du capitalisme et de sa faillite historique»*

*D'un côté, elle dénote la profondeur qu'a atteint la crise économique, d'un autre côté, les mesures de rétorsion auxquelles sont acculés l'ensemble des bourgeoisies nationales, indiquent clairement les voies vers lesquelles elles ne peuvent que s'engager : la préparation de la guerre mondiale. Quant aux conséquences qui résultent d'une telle situation pour la classe ouvrière, licenciement et chômage massif en particulier, elles donnent l'avant-goût d'une situation qui va se généraliser et s'approfondir.*

• Pour comprendre la gravité de la situation du capitalisme mondial qu'exprime la crise de la sidérurgie et de la construction navale, il suffit de considérer la place qu'occupent ces deux branches d'industrie dans la production capitaliste d'ensemble, en se reliant directement pour l'une à la production des moyens de production, machines-outils, matériaux de construction, etc., et pour l'autre au commerce mondial avec le transport des marchandises lourdes, des minerais, des matières premières, etc.. Dès lors, les immenses difficultés que rencontrent ces secteurs depuis des années et qui se sont brutalement approfondies ces derniers temps ne sont que l'expression du freinage brutal qu'a subi la production capitaliste ainsi que de la contraction des échanges internationaux et du commerce mondial qui en résulte.

Au cœur du capitalisme, les industries sidérurgiques et navales, comme l'ensemble de la vie économique, n'ont pu maintenir leurs activités que grâce aux reconstructions de l'après-guerre appuyées par des politiques monétaires et de crédits ainsi que grâce à la production gigantesque et permanente des armements qui a été un de leurs principaux marchés, le tout chapeauté par une intervention massive de l'Etat.

Dès la réapparition de la crise, qu'avaient pu contenir les reconstructions d'après-guerre, la sidérurgie et la construction navale se sont enfoncées dans le marasme économique en suivant pas à pas la crise de surproduction générale et indiquant chaque fois la perspective à l'ensemble de l'économie pour en arriver à l'heure actuelle à une situation où : "Si les industries japonaises atteignent encore 83% de leur production maximum de 1973-74, ce pourcentage fléchit à 81% pour les USA, tombe à 75% pour l'Europe des neufs, chute à 65% pour la seule Belgique, la France s'établissant un peu au dessus" ("L'année économique et sociale"). Quant aux crédits privés des banques et au soutien financier des

Etats, ils ont été tellement utilisés que cela se traduit par un endettement vertigineux. Pour ne citer que la France qui bien qu'une des plus touchées par la crise donne le ton pour la sidérurgie mondiale, son endettement avoisine 40 milliards de francs, soit 115% de son chiffre d'affaire.

## les réactions et les mesures de la bourgeoisie

Dans les années 73 la politique de déstockage et dans les années 74 et 75 les politiques inflationnistes ont quelque peu permis à ces industries de reprendre un semblant d'activité, mais cela a fait long feu et la chute vertigineuse des investissements à l'heure actuelle, alors que les biens d'équipement représentent 70% du marché de la sidérurgie par exemple, les place dans une situation catastrophique.

Dans une ambiance générale d'effolement, la surproduction et la recherche effrénée de marchés a créé dans un premier temps une anarchie sans nom sur le marché mondial, caractérisée par les politiques de "dumping" auxquelles les différentes bourgeoisies ont répondu au coup par coup par des mesures protectionnistes. Et il est important de noter qu'avant que les pays du bloc américain ne réagissent, "la malheureuse Europe, dernier endroit où on pouvait encore vendre un peu d'acier supplémentaire, fut envahie par les Sud-Coréens et les pays de l'Est" ("L'année économique et sociale"). L'anarchie provoquée par le "sauvé qui peut" et le "chacun pour soi" au sein même du bloc américain ne pouvait être tolérée longtemps par la bourgeoisie américaine. Cela pour deux raisons essentielles :

-du point de vue économique où par exemple les américains étaient eux-aussi victimes du "dumping" japonais dont les exportations étaient arrivées à représenter 21% de leurs importations d'acier.

-du point de vue stratégique et militaire où la construction navale et en

particulier la sidérurgie sont des secteurs vitaux pour la préparation et la poursuite des conflits armés.

Le maintien d'une industrie sidérurgique puissante est une condition indispensable pour l'industrie de guerre, la construction de tout le matériel de guerre lourd, tanks, canons, bateaux, etc., en dépend directement.

C'est pourquoi, dans la situation actuelle, la bourgeoisie ne peut se permettre de risquer l'anarchie et l'effondrement dans ces industries et doit au contraire par une intervention encore plus massive de l'Etat les "rationnaliser" et les intégrer encore plus dans les programmes de continuation et de renforcement de l'économie de guerre. Ce qui s'effectue à l'échelle du bloc.

Ainsi, après une période de flottement, c'est la "rationnalisation" et le "partage des tâches" qui commencent à s'imposer sous la férule des USA. Les premières mesures qui ont été prises ont d'abord eu pour tâche de parer au plus pressé : stopper l'anarchie du marché par l'instauration de droits "anti-dumping" avec l'instauration d'un prix minimum de référence au-dessous duquel il est interdit d'exporter et en second lieu une auto-limitation de la production avec l'élimination des secteurs les moins productifs ( ce qui se traduit pour l'industrie navale par une réduction de 40% du potentiel productif).

## les conséquences pour la classe ouvrière

Outre la perspective de la guerre que les mesures de la bourgeoisie face à la crise de la sidérurgie et de la construction navale révèlent, dans l'immédiat, la crise dans ces industries clefs employant des centaines de milliers de travailleurs a directement pour conséquence un chômage massif:

"En Allemagne Fédérale, les effectifs viennent de diminuer de dix mille personnes en six mois. En France, il est prévu seize mille suppressions de postes d'ici à 79 et peut être dix mille de plus en 80. En Suède, où la situation devient critique, un rapport officiel préconise des compressions portant sur 15% du personnel. Aux USA, où les importations ont cru très rapidement au point de couvrir 21% de la consommation intérieure, les aciéristes s'approprient à licencier cinquante mille personnes et vingt-cinq mille ont déjà été mises à pied" ("La vie économique et sociale").

C'est avec beaucoup de réticences que la bourgeoisie allemande et particulièrement la bourgeoisie japonaise se sont pliées aux diktats des USA en acceptant de sacrifier une partie de leurs intérêts immédiats aux intérêts généraux du bloc, et c'est là, entre autres, que réside la signification de la récente politique monétaire des USA, jouant la baisse du dollar pour imposer leur point de vue.

Déjà dans les années 73-75, la politique monétaire des USA aida ceux-ci à faire reporter les effets de la crise sur l'Europe et le Japon. La baisse du dollar freinant les importations sur le marché américain et rendant inversement les marchandises américaines plus compétitives sur le marché mondial, le tout couronné par la hausse du prix du pétrole provoquée par la chute du dollar qui mit les pays d'Europe et du Japon à genoux devant les USA.

Si cette politique a eu pour effet de retarder momentanément les conséquences de la crise aux USA, elle a eu pour effet à court terme d'aboutir à une aggravation de la crise mondiale. Aujourd'hui c'est encore aux mêmes méthodes que recourent les USA pour imposer leurs diktats aux pays de leur bloc. Mais dans la situation actuelle de surproduction généralisée et d'endettement "tous azimuts", la politique de renforcement des blocs s'effectue en faisant du bloc une véritable machine de guerre économique et militaire.

Cela, c'est pour l'industrie sidérurgique. Pour la construction navale la perspective pour les travailleurs n'est guère plus brillante puisque : "Dans l'ensemble de la CEE les chantiers navals occupent cent soixante-cinq mille travailleurs. Ce chiffre devrait être réduit de moitié d'ici à 1980" (idem).

La crise de la sidérurgie et de la construction navale, qui frappe ainsi le cœur du système de production capitaliste, montre clairement quel avenir est réservé aux autres secteurs. De même, la situation de chômage massif et d'exploitation renforcée des ouvriers (de ceux qui conservent leur travail) dans les industries sidérurgiques et navales montre les voies d'une situation qui va se généraliser à l'ensemble de la classe ouvrière mondiale.

M.Prénat.

## FRANCE

### GAUCHE. DROITE.

(suite de la page 1)

ralliement public et ostensible de Chaban-Delmas oublieux du passé.

Marchais, niant les propos de ceux qui l'accusaient de se préparer un confortable rôle dans l'opposition s'écrit: "Oui, nous voulons aller au gouvernement, oui, nous voulons gouverner avec nos camarades socialistes, oui, il faut des ministres communistes!". Et tout le monde, R. Fabre en première ligne, d'enregistrer "avec satisfaction, le changement de ton" du leader communiste.

Ce revirement et cet apparent retour vers une coalition électorale masquent mal les divergences réelles qui créent les clivages entre les différents partis. Surtout depuis la deuxième guerre mondiale, les forces politiques en France se découpent selon de grandes orientations en réponse aux nécessités de la politique intérieure et internationale du moment, chaque parti ayant sa propre définition historique : le gaullisme, au patriotisme intransigeant, défendant le caractère national, se différencie du centrisme par le caractère plus atlantiste de ce dernier, tandis qu'à gauche, le parti communiste plutôt favorable au bloc soviétique, souhaite une accélération brutale de la tendance au capitalisme d'Etat tout en revendiquant l'indépendance nationale nécessaire, la France appartenant au bloc américain. Quant au parti socialiste, qui, en politique intérieure, défend une orientation proche, quoique plus modérée, il s'allie fidèlement derrière les Etats-Unis. Auf il des événements, les différentes alliances tentèrent d'apporter la meilleure réponse aux difficultés du moment : le PC et le gaullisme s'unirent quand il s'est agi à travers la Résistance et les premières années de reconstruction, de faire

un front patriotique. Durant la guerre froide, le centrisme trouva appui dans le PS contre le bloc russe, alors que, pendant la guerre à Algérie, la droite, soudée, a assuré la neutralisation des portions anachroniques du capital (en particulier de celui lié à la période coloniale).

Lorsqu'il y eut, en 1968, de fortes luttes sociales, le PC et le PS s'entendirent pour les cerner et encadrer la classe ouvrière.

Aujourd'hui, cette alliance passe au second plan, face à une lutte de classe qui paraît amoindrie, alors qu'une plus grande soumission au bloc américain rend nécessaire la réduction de l'influence des gaullistes, et un élargissement vers la gauche qui privilégie les rapports avec les socialistes présentant une garantie d'atlantisme de bon aloi.

Cependant, le jeu n'est pas simple et les élections prochaines forment obstacle, chaque parti en quête de voix devant répondre à l'attente des électeurs selon sa phraséologie propre, parfois contraire à la réalisation des grandes options nécessaires du moment, ce qui rend instables et purement circonstanciels les accords de dernière heure. La bourgeoisie se montre telle qu'elle est : classe non homogène, traversée par des conflits internes nés d'intérêts contradictoires que la crise rend de plus en plus apparents. Le fait est qu'elle sait utiliser ces mêmes divergences pour tenter de rallier la classe ouvrière, lui laissant croire que, s'il y a rupture, c'est qu'il y a camps différents, alors que, ni dans l'un, ni dans l'autre, il n'y a de place pour le prolétariat.

En réalité, comme l'ont montré les faits, à maintes reprises, ces partis qui se déchirent savent surmonter leurs dissensions, non seulement nationales mais internationales, pour faire face à la menace prolétarienne.

### MICHELIN

(suite de la page 1)

Enfin, pour couronner le tout, le 11ème jour de grève, les syndicats "pour étendre la démocratie", appellent à voter sur la reprise, atelier par atelier, à bulletins secrets ! Même si le vote se prononce à 70 % pour la poursuite du mouvement, les grévistes sont alors trop divisés pour continuer ; il y a de moins en moins de gens aux meetings, des ragots circulent, les syndicats ont alors tout loisir de les persuader de reprendre le travail et de "continuer la lutte sous des formes nouvelles" (sic) ! Au comble du cynisme, cette défaite sera présentée comme le libre choix des travailleurs !

La bourgeoisie et Michelin en particulier doivent être reconnaissants aux syndicats qui ont su rétablir l'ordre et permettre ainsi l'installation de l'horaire semi-continu dans les usines plus petites comme Roanne et Le Puy.

Quand les syndicats auront plus de difficultés à canaliser les luttes, ils pourront appeler à l'aide les gauchistes et notamment les trotskystes de l'OCI qui, localement, ont une certaine influence. En effet, à Michelin, ces derniers se sont proposés de venir renforcer le carcan syndical par l'intermédiaire des comités unitaires de base dont ils ont le secret : "...un délégué élu par atelier aux côtés des syndicats permettra de montrer à Michelin qu'il a en face de lui la force unie des travailleurs et des syndicats".

Ainsi, dès que la classe tentera de lutter de façon autonome, les gauchistes et notamment ceux de l'OCI seront là pour la ramener dans le giron syndical. Ainsi, l'avant-garde du prolétariat devra affronter l'avant-garde de la contre-révolution !

Pour l'heure, les ouvriers sont rentrés et les syndicats continuent leur mascarade en faisant illusion avec des initiatives d'actions toutes aussi peu suivies les unes que les autres. Le vrai combat est suspendu.

Aujourd'hui, à Michelin, comme partout dans le monde, chaque ouvrier conscient doit réfléchir sur les défaites passées pour en tirer les leçons bénéfiques pour l'avenir.

Dans sa lutte, le prolétariat ne doit compter que sur ses propres forces. Chaque fraction de la bourgeoisie nationale, de droite ou de gauche, en place ou à venir, ne vise qu'à enchaîner "son" prolétariat au char de l'Etat. En France, actuellement, c'est la perspective électorale de mars 78 qui joue ce rôle en présentant un changement éventuel d'équipes comme remède à tous les maux. A Michelin, le vent de chauvinisme hystérique des stalinien a encore soufflé pour mettre dos à dos les intérêts et la richesse de l'économie régionale (!) avec celle des Etats-Unis où Michelin a beaucoup investi ces derniers temps. Voilà l'expression des "défenseurs de la classe ouvrière" !

••••

Face à toutes ces manoeuvres bourgeoises de division, le prolétariat n'a qu'une seule issue : la lutte la plus large et la plus unie possible. Depuis les années 60, il a fait un pas : celui de la réaction combative aux attaques de la bourgeoisie ; il doit aller plus loin, à savoir : abattre toutes les barrières dressées en travers du chemin qui mène à l'affrontement général contre l'Etat et vers sa destruction.

A. K.

# LE PELERIN DE LA GUERRE

• Sur la carte mondiale du capitalisme en crise, la grande tournée diplomatique de Carter au nouvel an est venue puissamment souligner le tracé géographique de l'impérialisme US conquérant. De l'Iran à l'Inde, de l'Arabie Saoudite et l'Egypte à la France, et jusqu'en Pologne, toute la gamme offensive de cet impérialisme se détache en relief sous la ligne itinéraire d'un voyage auquel l'administration Carter a voulu donner une ampleur exceptionnelle par un déplacement massif. Avec Carter, sa femme, Vance et Brzezinski, ce sont 250 journalistes (essentiellement américains) qui ont été invités à suivre la tournée tandis que tous les moyens de télédiffusion, y compris "Radio Free Europe" (1), étaient mobilisés pour assurer la publicité de la "croisade" carterienne. De toute cette entreprise, il se dégage l'image force d'un grand propriétaire qui inspecte ses domaines. La visite à New Delhi avait pour sens politique essentiel d'officialiser le passage récent de l'Inde dans le bloc impérialiste occidental. Au Moyen-Orient, fleuron de la diplomatie américaine de ces dernières années, Carter est venu remettre au pas des intérêts US les différentes parties impliquées dans le règlement du problème israélo-palestinien et qui tardent à conclure. Par rapport à la France, mais aussi à l'Italie, pays rattachés au capital US et à son impérialisme par des liens organiques étroits et anciens, Carter n'a pas craint d'enfreindre le tabou "démocratique" de la "non-ingérence dans les affaires intérieures" des pays alliés en rappelant, sous forme d'un diktat à peine voilé, la méfiance des USA vis à vis des partis communistes au moment où la crise politique qui agite les deux bourgeoisies nationales pose l'éventualité d'une participation communiste au pouvoir.

La visite à Gierk n'en demeure pas moins la pointe la plus avancée de l'offensive impérialiste US. Un président des Etats-Unis qui se permet, en terre "socialiste", d'appeler Gierk un "proche ami personnel" avec lequel il n'aurait "aucune différence signifi-

cative d'opinion" (nous, nous pouvons dire que c'est sûrement vrai), de juger le "degré substantiel de la liberté de presse" et d'apprécier les "conditions de la vie sociale et religieuse" qui régissent en Pologne, qui s'autorise impudemment à tenir causerie sur les "droits de l'homme" sous un ciel "communiste", ciel de la liberté par excellence, comme on sait, et enfin à recevoir d'un dissident notoire, Kuron, une lettre qui le remercie de son action en faveur, notamment, de l'indépendance nationale tchécoslovaque, voilà qui aurait de la peine à ne pas être ressenti par Moscou comme une insolente dérogation aux règles les plus élémentaires du jeu impérialiste!

En réalité, l'URSS, comme les USA, sait parfaitement que dans l'impérialisme, il n'y a aucun fair-play qui tienne mais la dure loi du capitalisme décadent : posséder une puissance économique suffisante pour se tailler, crocs et dents sortis, une place sur un marché définitivement limité en volume global et la maintenir au prix d'un potentiel militaire en permanente augmentation.

Cette insolence de l'impérialisme américain n'a pas d'autre explication fondamentale que l'incontestable suprématie de son appareil économique. L'avantage n'est certes pas nouveau en soi, mais quand la peste de l'économie accable le monde capitaliste entier, le capital US tire précisément une plus-value hégémonique de ce qu'il est moins malade que les autres. Et cela pour la bonne raison, d'ailleurs, que, de par sa puissance acquise, il a pu reporter les effets majeurs de la maladie sur les autres, les contraignant, anémiés et gangrenés, à renforcer son bloc ou bien dans le cas de la Pologne ou de la Hongrie, à se placer en position de quémandeur de crédits que l'URSS, elle-même victime parmi les plus atteintes, ne peut plus leur accorder. Belle illustration de l'éthique capitaliste! Et en même temps l'occasion d'une lumineuse leçon d'analyse. Il y a trois ou quatre ans, quand les USA se reti-

raient d'Indochine et que, dans le même temps, l'impérialisme russe effectuait une percée en Afrique australe, par l'Angola, différentes espèces de naïfs crurent voir là le signe d'un basculement du rapport de force au profit de l'URSS. Les faits sont aujourd'hui là, en chiffres et sur carte pour montrer, comme nous l'écrivions alors (2), que tout simplement, face à une crise qui commençait à faire ses ravages, les USA ont su parfaitement réajuster leur tir, au plan économique comme à celui de la stratégie impérialiste. Aujourd'hui le voyage de Carter démontre que les USA n'ont jamais perdu l'initiative mais que, tout au contraire, ils la poussent plus loin.

Extraordinaire contrôle de la situation qui permet même aux USA le luxe de renverser complètement leur image de marque. C'est ce monstre d'impérialisme même en qui, hier, on conspuait le banquier sans âme, le jeteur de bombes et l'opresseur de peuples, qui provoquait sur le passage de Nixon manifestations et réactions d'hostilité anti-yankee, qu'en la personne de Carter, maintenant, on accueille comme le généreux protecteur, le défenseur de la liberté et de la démocratie, le rempart contre le totalitarisme soviétique fomenteur de guerre en Afrique, comme l'ambassadeur, enfin, de la morale et des grandes va-

leurs culturelles.

Il n'y a pas plus de bons capitalistes américains que de mauvais capitalistes russes, ou l'inverse, il y a la loi implacable du capitalisme en détresse et son jeu de bascule impérialiste qui ne promet, sur ses deux plateaux, qu'une identique provision de malheurs pour l'humanité. Que le fléau penche d'un côté et c'est l'autre impérialisme qui doit accomplir un pas de plus vers l'horreur. Car il n'y a d'"issue" à la crise capitaliste que la guerre. L'avantage que l'URSS ne peut reconquérir sur les USA au plan économique, la force à pousser plus avant le pion guerrier, ce qui contraint par contre-coup les USA à entrer dans le même jeu. Il ne faut pas s'y tromper. C'est directement dans le cadre d'une préparation à l'affrontement impérialiste majeur que s'inscrit la tournée de Carter dans les terres de son bloc. Sous les apparences d'un croisé allant prêcher la bonne parole "pacifiste" et "humaniste" aux quatre coins du monde, ce n'est pas sur un bâton de pèlerin que Carter appuyait son pas, mais sur celui de maréchal de guerre du bloc occidental.

Mx

(1) Station créée par la CIA et qui diffuse en direction des pays de l'Est.

(2) R.I. n°15

## rencontre Mitterrand-Carter

### LE 'BON' CHOIX DES U.S.A.

• Quoi ! s'exclamait Rouge à propos de la rencontre Carter-Mitterrand : "Un dirigeant du mouvement ouvrier va serrer la main de celui qui louait le Shah d'Iran. C'est tout simplement honteux". Eh bien non, il ne s'agit pas d'un dirigeant du mouvement ouvrier mais bien de deux représentants patentés de la bourgeoisie qui, en toute satisfaction, se sont mutuellement congratulés. Rien d'honteux donc, mais de très logique, de venir sceller ainsi une reconnaissance d'intérêts politiques convergents. "Nous avons beaucoup de choses en commun" a déclaré Carter à Mitterrand. N'en doutons pas. En commun, le souci que l'accélération de l'économie de guerre qui s'impose au capitalisme en crise se fasse bien dans le cadre de l'Alliance Atlantique sous la houlette du chef de file du bloc occidental. Et dans ce domaine, n'en témoigne que sa politique de défense nationale : unification d'un espace européen de défense sous main-mise américaine et restriction du développement de l'ar-

me nucléaire, le PS offre toutes les garanties. Et ce, à l'inverse des PC et PPR dont le nationalisme effréné cadre mal avec les visées américaines. On ne s'étonnera donc pas de les voir exclus du calendrier des visites. En commun aussi le souci de museler la classe ouvrière. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il faut comprendre l'hommage de Carter aux social-démocraties allemande et Scandinave qui "recherchent de nouveaux rapports entre ouvriers et dirigeants". Pour cette fonction, certes, un Mitterrand a plus de crédit qu'un Giscard.

Ainsi, en louant "le rôle bénéfique et positif du PS dans la vie politique française" alors que, comme l'a si justement remarqué Mitterrand, on ne joue de tel rôle qu'au pouvoir, c'est très ouvertement que Carter, à la veille des élections vient marquer ses préférences comme il l'a déjà fait et même imposé par des pressions économiques directes au Portugal, en Espagne et en Italie.

G.

## CRIS ET CHUCHOTEMENTS DU D<sup>r</sup> SAMUELSON

• "Les économistes ne sont plus ce qu'ils étaient". C'est un économiste bourgeois lui-même et pas des moindres - Paul Samuelson (prix Nobel 70) - qui fait cette triste constatation dans un article d'un récent numéro du Nouvel Economiste.

De Galbraith à Mendel en passant par Friedmann et Leontieff, tous s'avèrent totalement incapables d'expliquer les racines du mal persistant qui ronge la société capitaliste. M. Samuelson, très clairvoyant, en déduit : "Nous sommes amenés à en conclure que ce n'est pas la science économique, ce ne sont pas les économistes universitaires ou les praticiens de la finance qui sont fautifs. La faute, la faille, se situe dans la nature profonde de l'économie mixte moderne".

Comme nous sommes loin du bon temps de l'ère keynésienne où tous ces beaux savants se gargarisaient de leur soi-disant science économique ! Samuelson était alors soprano dans cette chorale et déclamaient en 1948 dans un article de Economics : tout se passe comme si "... la probabilité d'une grande crise, d'une dépression profonde, aiguë et durable, comme il a pu s'en produire en 1930, 1870 et 1890 se trouvait réduite à zéro".

Echec sur toute la ligne, K. Samuelson ! Du coup, beaucoup d'amis du prix Nobel 70 ont des idées qui leur trottent derrière la tête, du style : finalement, il serait bien mieux de "mettre à la poubelle" ce système d'économie toujours souffrant pour le "remplacer par quelque bon système tout neuf". Attention, s'écrie alors Samuelson : "On ne tue pas un malade sous prétexte qu'il souffre d'eczéma ou d'anémie. Il y a des remèdes qui sont pires que le mal".

Logique implacable s'il en est, Samuelson, depuis le début de son article, s'évertue à nous expliquer en termes savants et pondérés que tout va mal, que sa science fait faillite et il en conclut... continuons comme avant !

Le Docteur Samuelson est un homme responsable et ne se contente pas de se poser en censeur au-dessus de la mêlée ; il a aussi ses petites idées sur la question et en profite pour nous faire la révélation du siècle : "la racine de cette stagflation récalcitrante réside dans le fait même que nous gérons nos systèmes économiques dans un esprit plus humanitaire (sic) que jadis. C'est pourquoi le chômage et la surproduction ne peuvent plus jouer le rôle de gendarmes des salaires et des prix comme ils le faisaient avant la deuxième guerre mondiale".

Voilà donc les seuls facteurs "objectifs" que les pontes de l'économie soient capables de trouver !

Pourtant, ce même Samuelson tenait des propos différents en 1971 dans un article de Der Spiegel : "L'ère post-keynésienne s'est donnée les moyens d'une politique de la monnaie et de l'impôt permettant de créer le pouvoir d'achat indispensable pour éviter de grandes crises". (!) Il est vrai que, dans ce même article, il disait aussi : "Un bon savant se doit de reconnaître son ignorance"; aujourd'hui, Samuelson montre qu'il est vraiment un grand savant !

Ainsi, contradiction, constat d'échec, morosité, sont le lot quotidien de Samuelson et ses amis et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Par leurs voix, c'est le cri d'angoisse de la bourgeoisie mondiale qui retentit face à une situation sans issue si ce n'est une troisième guerre mondiale : terminus logique pour le train de l'économie bourgeoise porté sur les rails de la misère et de l'austérité croissantes. Samuelson et ses amis n'osent même pas penser à l'autre aspect de l'alternative possible tellement elle leur fait peur : la révolution mondiale communiste et la destruction totale de ce monde de guerre, de misère et d'exploitation.

F.C.

## LA GUERRE AU DESSUS DE NOS TÊTES

• Le 24 janvier, un satellite chargé ce près de 50 kg d'uranium 235 (celui dont on fait les bombes atomiques) tombe sur le Canada. Depuis, des informations contradictoires se succèdent : satellite "scientifique", d'observation militaire, "canon laser chasseur de satellites", voire même "bombe atomique en orbite"... Tombé dans une région très peuplée le 24, il est aujourd'hui tombé dans une région déserte... Le danger de radioactivité change sans arrêt du nul à l'"extrêmement préoccupant". Difficile de s'y retrouver. Toujours est-il que derrière ces embrouilles, certaines choses apparaissent clairement.

La première évidence est que la campagne occidentale contre le fauteur de troubles russe réussit parfaitement à intégrer l'affaire : son irresponsabilité à n'avoir pas prévenu les pays concernés (heureusement que les USA étaient là pour le faire), d'avoir lancé de telles choses sans qu'elles soient au point (les USA ne se seraient jamais permis), voire d'être les seuls à lancer des engins chasseurs de satellites (nous n'en doutons pas)... Tout est bon pour faire croire à la blancheur de colombe du bloc occidental, sauvagement attaqué par un ennemi peu soucieux des vies humaines.

Ce qui se manifeste encore par là, s'il était encore besoin de preuves, c'est que l'effort de guérie des différentes nations, et surtout des deux grandes puissances capitalistes, ne cesse de se renforcer, et qu'il a atteint une puissance démesurée. Sous

le masque à peine entrete nu de "recherche spatiale" ou "d'observation météorologique", ce sont ces gigantesques armées qui sont mises en place. On fait grand bruit des négociations SALT qui doivent réglementer la production des missiles, sous-marins et bombardiers. Pendant que ces négociations traînent en longueur, les préparatifs s'intensifient à un autre niveau : celui de l'espace, réglé par une convention sur l'"utilisation pacifique de l'espace", où se livre une guerre de satellites, l'objectif étant de paralyser l'ennemi par la destruction de ces nerfs optiques des armées.

Il en est encore pour croire ou faire croire que tout cela n'est que "force de dissuasion", ou que "l'armement est trop perfectionné pour qu'une guerre n'éclate". Comme le croyaient ou faisaient croire ceux qui, avant la seconde guerre mondiale, assuraient que les gaz asphyxiants ou les bombes étaient une force de dissuasion qui empêcherait la guerre. Le capitalisme, entraîné par les concurrences qui se disputent le monde, n'est pas maître de choisir la paix ou la guerre. Les chasseurs de satellites et autres engins de guerre ne sont pas ces garanties de la "paix armée" qu'on voudrait nous faire accepter à grands renforts d'informations trafiquées : ils signifient une préparation plus directe à l'affrontement armé, la condition de la guerre moderne à laquelle concourent les contradictions du capitalisme si le prolétariat n'y met pas fin.

D.T.

# 'ROUGE': A LA RECHERCHE D'UNE REVOLUTION NATIONALE SANS NATIONALISME

Avril 75 : Les khmers rouges entrent dans Phnom-Penh, Saïgon tombe aux mains du GRP ; les américains se retirent du Vietnam. A l'époque, nous écrivions : "le silence momentané des canons fait place à une euphorie humanitariste et une hystérie nationaliste révolutionnaire". (...) Les ouvriers, quant à eux, sont instamment priés de se remettre au travail sérieusement. L'austérité prend la relève" (RI n°15).

Décembre 77 : Les canons recommencent à gronder. Un nouveau conflit éclate en Indochine, mais, cette fois-ci, ce sont le Cambodge et le Vietnam précédemment "libérés" qui se font face dans un nouveau massacre inter-impérialiste.

• Une fois de plus, la sinistre réalité vient confirmer nos analyses. A l'époque de la décadence capitaliste, il n'y a ni "indépendance" nationale, ni "paix" possible. La guerre impérialiste PERMANENTE, tel est le mode de survie du système, tel est le prix de sa perpétuation. Et aucune nation n'y échappe. Le mois dernier, nous annoncions dans notre journal à l'occasion de l'entrée de M. Pol Pot sur la scène politique inter nationale que, tôt ou tard, le Cambodge allait être obligé de s'intégrer dans l'un des deux blocs impérialistes, URSS ou USA. Quelques semaines ont suffi pour qu'à cet événement succède une nouvelle guerre inter-impérialiste par nations interposées et dont le Cambodge est l'un des protagonistes. Pour le Cambodge, choisir le camp russe, c'était se mettre directement sous la tutelle de son voisin vietnamien plus puissant. Intégrés dans le bloc américain par Chine interposée, les antagonismes territoriaux qui l'ont constamment opposé au Vietnam - même durant la période où les deux "peuples luttèrent coude à coude", n'en déplaise aux gauchistes- ont immédiatement pris l'am-

pleur d'un conflit à portée mondiale entre les deux blocs impérialistes

Pour les gauchistes et en particulier les trotskystes de la LCR, ces champions du soutien "aux luttes héroïques des peuples indochinois", ce conflit a un aspect qui les met bien dans l'embarras. En effet, quel impérialisme stigmatiser quand la Chine et l'URSS ne sont pas généralement reconnues comme "impérialistes" et sûrement pas le Vietnam. Quelle "libération nationale" invoquer quand les deux parties en présence sont dirigées par les PC et ont "déjà" accompli leur "libération" ? Les trotskystes de la LCR sont bien embêtés comme le furent les maoïstes de la "Cause du Peuple" en 71 lorsque la Chine décidément, n'avait pas choisi le "bon" camp dans le conflit centre le Pakistan et le Bengale. Si la mystification nationaliste véhiculée pendant tant d'années par les trotskystes pour le "soutien" des "peuples opprimés" n'était pas si répugnante, nous nous amuserions comme le fait d'ailleurs LO, le "parti-frère" plus "radical", de la déconfiture de "Rouge" face à cette guerre "sans principes"... En effet, nous pouvons lire

dans "Rouge" : "Pour tous ceux qui ont manifesté des années durant pour la libération conjointe des trois peuples d'Indochine la nouvelle est amère" (2/T/78). Ceux pour qui la nouvelle est sûrement plus qu'amère, ce sont ces populations qui viennent de subir deux ans de "paix" féroce sous la férule de régimes staliniens, dans la misère, la famine et la terreur et doivent repartir au massacre pour le plus grand bienfait du système capitaliste mondial et de leurs bourgeoisies nationales respectives.

Pendant des années la gauche et les gauchistes ont présenté les luttes de "libération nationale" comme autant de conquêtes "progressives", alors que le capital s'est avéré incapable depuis bientôt un siècle de développer de nouvelles puissances indépendantes sur le marché mondial, alors que la crise actuelle rend les pays développés de plus en plus incapables de faire fonctionner leur économie, tandis que les pays du "Tiers-Monde" en sont à revenir à des formes d'agriculture archaïques pour assurer ce qui est à peine leur survie. Pendant les années de la reconstruction, l'illusion d'une expansion possible des pays "sous-développés" pouvait encore se fonder sur quelques apparences et le soutien aux luttes de "libération nationale" au travers de la revendication de la "paix" catalyser la révolte émotionnelle contre les aspects criants de la barbarie capitaliste dans les pays du "Tiers-Monde". Mais 10 années de crise aiguë durant lesquelles se sont succédées les "libérations" - violentes

ou "pacifiques" - sont venues balayer ces dernières illusions et l'état économique des pays "libérés" (parlons donc des "progrès" du Vietnam et du Cambodge !) est une vivante illustration de l'impossibilité d'une quelconque "progressivité" au sein du système capitaliste et du fait que les "luttes de libération nationale" n'amènent que le passage des pays d'un bloc au sein de l'autre.

A moins qu'on considère comme le font les trotskystes qu'il existe quelque chose de "progressif" - sinon de "socialiste" - dans le bloc russe et les régimes capitalistes d'Etat.

Dans ce nouveau massacre, il n'y a pas "d'opresseur étranger" à condamner quelle nation défendre, quel camp choisir, se demandent les trotskystes. Et ils en sont réduits à chercher dans les déviations des directions "nationalistes" les racines de ce qu'ils appellent une guerre "fratricide". Voici ce que nous dit "Rouge" : "Le nationalisme reste l'un des ennemis les plus pernicieux de la révolution, fut-elle nationale" (!) ; bref, après avoir appelé le prolétariat du Vietnam et du Cambodge et le prolétariat du monde entier à s'identifier avec une "patrie", avec une "nation", avec une bourgeoisie nationale, on regrette le "nationalisme" directement issu de tous ces mouvements. Voilà le réel résultat de l'éternelle "dialectique" gauchiste : "d'abord" on règle nos problèmes "chez nous", ensuite on verra : on voit en effet et ce qu'on voit, ce n'est ni une "fraternité entre les peuples", ni un quelconque "pas en avant" mais une étape de plus... dans la boucherie inter-impérialiste mondiale par nations "libérées" interposées ! LO se moque de "Rouge", lui qui n'a pas eu d'"illusions" sur les "directions nationalisées" ; mais ce qu'il a à dire revient au même puisque : "SI les régimes vietnamien et cambodgien représentaient réellement les intérêts des peuples respectifs (...), leur frontière commune aurait dû constituer un lien supplémentaire entre les peuples" (LO du 7-1-78) - souligné par nous-. Bref, des mouvements nationaux auraient pu être progressistes et même internationalistes ! Malheureusement ce que la réalité même nous enseigne et ce qu'elle a enseigné au mouvement ouvrier qui depuis le début du siècle a su reconnaître la nature inter-impérialiste des "luttes de libération nationales" dans le capitalisme décadent, c'est exactement le contraire !

Jamais la voie de l'internationalisme ne passe par une quelconque voie nationale, et c'est au contraire contre tout nationalisme, contre toutes les catégories de nations de Races ou de minorités que le capital nous impose que se développera la lutte internationale pour la révolution communiste. Et cet internationalisme-là ne passera pas "à travers" des "frontières communes" et des "régimes frères" mais détruira toutes les frontières et les régimes nationaux quels qu'ils soient.

Mais en fait, derrière tout ce verbiage révolutionnaire des trotskystes, ce qui se cache, c'est la défense des PC, des régimes qui peuvent exprimer "réellement" les "intérêts du peuple", c'est la défense d'un bloc impérialiste contre un autre, le bloc russe. D'ailleurs pour "Rouge" et LO, il est sûr que le PC khmer est "plus" nationaliste que le PCV. En une autre occasion, ils appelleront à nouveau à "choisir son camp" dans le génocide, le camp russe. Mais en attendant, Rouge pleure sur les dangers que représente cette "guerre fratricide" (qui d'ailleurs devient une "crise" et non une guerre dans les colonnes de "Rouge") pour la "conscience des militants dans les pays capitalistes". Sans doute fait-il allusion aux militants des PC et de ses appendices gauchistes et trotskystes qui ont su depuis des décennies être les serviles apologistes de toutes les luttes nationales du capitalisme décadent. Si certains de ces "militants" -là avaient encore des illusions, nous ne pouvons que saluer leur perte ! La prise de conscience du prolétariat passera par la destruction

---te page 7)

## ITALIE

### CYNISME SYNDICAL

• Il faut une dose très élevée de science politique et de classe pour comprendre que "pour faire baisser le chômage, l'amélioration des conditions de vie des travailleurs doit passer au second plan." (Lama, secrétaire général de la CGT italienne (CGIL).

C'est en ces termes que les syndicats italiens viennent de proposer un programme d'austérité et de sacrifices "substantiels" aux travailleurs pour "sauver le pays". En fait, l'avènement d'un tel programme a une signification très précise dans la crise actuelle : donner un gage de leur force et de leur utilité pour faire passer l'austérité, une monnaie d'échange pour appuyer l'entrée éventuelle du PCI au gouvernement. Nous ne nous étonnerons pas de cette politique crapuleuse : en Grande-Bretagne, au Portugal, en Espagne, en France, partout les syndicats oeuvrent dans le même sens. Depuis plus de 50 ans, leurs manoeuvres, leurs négociations, leurs brisages de grèves, de l'Amérique à l'Asie, de l'Afrique à l'Europe, ont, pour fonction de maintenir l'équilibre de l'économie nationale et du profit capitaliste. Quoi de surprenant que, dans un pays aussi ébranlé par la crise mondiale que l'Italie, en déroute économique et politique, les syndicats prennent plus ouvertement leur place aux côtés du capital national contre les travailleurs, puisqu'il s'agit de s'attaquer plus durement à leurs conditions de vie. pour que se maintienne l'économie nationale? Quoi de surprenant aussi de retrouver dans la bouche de Lama un projet de renforcement de la police capitaliste, dont les syndicats font partie : "Les rapports historiques entre masses populaires et police ont certes évolué mais non jusqu'à ce point QUI DOIT ETRE ATTEINT où citoyens et agents forment partie d'une même famille".

Tout cela n'est que la manifestation du fait qu'avec l'évolution de la crise, les syndicats sont amenés à dévoiler plus leur rôle, le capital ne pouvant plus maintenir d'illusions. Et c'est la manifestation que les verbiages sur des "virages" supposés des syndicats ou sur la possibilité de les "reconquérir" ne sont plus de mises : l'appareil d'encadrement syndical fonctionnera toujours à sens unique, et apparaîtra de plus en plus dans son véritable rôle de police anti-ouvrière.

D.T.

## ESPAGNE

### DU PACTE DE LA MONCLOA AUX ELECTIONS SYNDICALES

• Il y a trois mois, tous les partis parlementaires du capital espagnol signaient le "pacte de la Moncloa". En février 77, il y a un an, l'UCD le parti centriste du Suarez, était moins que rien : le parti le plus important de la future coalition "rentrait dans un taxi". La gauche et même l'extrême-gauche, affolées (et il l'est), encourageaient Suarez à la création, à partir du néant, de son Centre. Le "Pacte de la Moncloa" était déjà là. Comme le disait Carrillo, avec la droite franquiste, il aurait été impossible d'arriver à un tel pacte dont "l'économie espagnole a tant besoin".

Le Pacte de la Moncloa est un bon exemple de plan à court terme, d'attaque, agressif, flicard et démagogique contre la classe ouvrière. Il y a été signé :  
- la création d'organes de contrôle (?) des prix, "où les syndicats auront une place importante";  
- limite de 20 % d'augmentation salariale (inflation actuelle : + ou - 25 %) ;  
- la possibilité de réduire le personnel (le ministre Fez-Ordenez prévoit un chômage de 1,8 million pour l'été 78).

Le Pacte prévoit, bien sûr, "des mesures de justice sociale", une "réforme fiscale", "le contrôle draconien des dépenses publiques"... mesures qui font un peu peur à un certain Datronat minable et spéculateur et à d'autres couches trop liées à l'appareil du franquisme. Les journaux, le "Mundo Obrero" en particulier, se sont beaucoup plu à mettre en évidence une certaine "résistance patronale" au Pacte. Pour un peu, Suarez serait un "dangereux gauchiste". Tout ça pour essayer de faire avaler la très amère pilule aux prolétaires chez qui se manifeste une sourde résistance. Les Commissions Ouvrières (CO\*), syndicat du PCE, sont même allées jusqu'à organiser une manifestation de soutien au "pacte de la Moncloa" et contre "l'obstination patronale". Quant aux réactions un peu pleurnichardes, des gauchistes, donnons un échantillon : la ICR (IVème Internationale) demandait que "le Pacte soit appliqué au bénéfice des travailleurs".

De plus, (et, là, ces sinistres "eurostaliniens", ces piteux clowns à la Camacho de l'appareil capitaliste n'ont pratiquement rien dit), le Pac-

te a une valeur rétroactive. Ce Pacte ne se contente donc pas d'institutionnaliser la baisse systématique du pouvoir d'achat. L'Etat espagnol est allé jusqu'à l'"illégalité", imposant la rétroactivité du Pacte. Une Convention, signée en janvier 77, qui prévoyait par exemple un correctif "si les prix augmentaient de tant..." est lettre morte. On agresse le "niveau de survie" de la classe ouvrière ; ...à rebours.

Ce que Franco ne pouvait plus faire, la "démocratie" est en train de le réussir. Il faut reconnaître, en effet, que, depuis la vague des grèves de janvier à avril 1976 (Vitoria), la classe ouvrière d'Espagne a subi, en concentré et tambour battant, toute la machinerie mystificatrice de la bourgeoisie et du capital en crise qui, soit dit en passant, ne lui a pas épargné bien au contraire la brutale répression directe dans la meilleure tradition "dictatoriale". Aux formes de la dictature du capital que l'on connaissait sont venu s'ajouter les formes "démocratiques" de cette dictature : légalisation des partis encadreurs de la classe ouvrière, renforcement de l'état syndical (voir le comportement des syndicats "à visage découvert" pendant la grève de Roca, grève qu'ils ont isolée, attaquée et calomniée, laissant les lambeaux où en restaient à ... la CNT), contrôle et mystification autonomiste, renforcement "rationnel et systématique" de la police, élections, et, pour finir, les FLECHONS SYNDICALES aux Comités d'entreprise.

L'application des mesures salariales du Pacte de la Moncloa "exige l'urgence mise en place d'élections syndicales" (Redondo, patron de l'UGT). Camacho, secrétaire général des CO. parlait du "dangereux vide syndical", ajoutant, faisant écho à son ami le ministre du travail, que les premiers à être intéressés par ces élections "c'étaient les patrons eux-mêmes". Enfin, le "décret-loi" sur les élections syndicales est sorti à la fin de l'année...

Dans un prochain article, nous reviendrons sur le rôle de ces élections, les implications et tréfonds, politiques dans l'affrontement entre les différentes fractions de capital et la résistance prolétarienne face à l'ensemble du capital...

(traduit de AP n° 16)

# U.R.S.S.: LES REALITES DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE

*Dans un précédent article, nous avons expliqué comment le stakhanovisme, forme archaïque d'exploitation de la classe ouvrière, n'a pu exister que parce que la classe ouvrière avait été défaite au niveau mondial. Dans cet article, nous nous proposons de montrer comment, à l'heure même où la "nouvelle constitution" parle du passage de l'URSS au socialisme, la crise capitaliste frappe à la fois la bourgeoisie russe et la classe ouvrière russe, et comment la faiblesse actuelle de la classe ouvrière la fait dépendre de la force de la réaction de la classe ouvrière mondiale.*

• Officiellement, et d'après la très officielle "nouvelle constitution" russe, "les tâches de la dictature du prolétariat sont maintenant achevées en URSS", faisant de l'"Etat soviétique" l'Etat du "peuple tout entier" qui exprime la volonté et les intérêts des ouvriers, des paysans et des intellectuels... Officiellement, donc, l'exploitation de l'homme par l'homme est abolie, il n'y a plus d'affrontements prolétariat/bourgeoisie, mais une communauté d'intérêts entre trois "couches" : ouvriers, paysans, intellectuels... Officiellement, le travail est maintenant "le premier besoin vital de chaque soviétique", l'Etat y contribuant "en alliant les stimulants matériels et moraux, en encourageant les initiatives novatrices et l'attitude créatrice dans le travail" (art. 14)... Si, sur tous les autres points, la réalité se charge elle-même de remettre les choses en place, sur celui du travail comme "besoin vital" de l'ouvrier soviétique, la réalité est même en deça de ce qu'il est courant d'imaginer : le travail en URSS est devenu un tel "besoin vital" que l'ouvrier doit faire une deuxième journée de travail s'il veut avoir un salaire minimal correspondant à la reproduction de sa force de travail. Si, officiellement, l'URSS est maintenant l'exemple d'une "société socialiste avancée", la réalité la présente plutôt comme l'exemple le plus criant d'un capitalisme empêtré dans ses contradictions (cf. RI n° 43), comme l'exemple le plus caricatural de l'encadrement de la classe ouvrière par les syndicats intégrés dans l'Etat, à tel point que les syndicats occidentaux s'en offusquent en y voyant une démystification de leur rôle de "défense des travailleurs" (cf. notre encart.).

Officiellement, c'est ce même "peuple tout entier" qui a été invité à approuver la "nouvelle constitution" : selon les dires mêmes de Brejnev dans son rapport à la 7<sup>ème</sup> session extraordinaire du Soviet Suprême, elle aurait fait l'objet de 4 mois de discussions auprès de plus de 140 millions de personnes, de plus d'un million et demi de réunions de travailleurs, de plus de 400.000 propositions d'amendements enregistrées... En réalité, si des discussions ont bien eu lieu à l'intérieur même du PCUS, la propagande dans les rues par haut-parleur n'a rencontré que le silence de l'indifférence et les réunions de travailleurs dans les entreprises n'ont rencontré que l'indifférence de la participation obligatoire...

## la réalité : une surexploitation du prolétariat

A la vieille tradition stakhanoviste - qui n'a quelquefois pas disparu, en particulier dans certains secteurs arriérés de la production - des héros du travail, des chefs d'équipe de choc, a succédé, depuis ces dernières années, celle des équipes de choc qui tendent plus à mettre en avant certaines méthodes d'émulation "collective" du travail que celles des exploits individuels, mais qui, en fait, tendent plus à tricher avec le plan d'Etat qu'à accroître la productivité...

L'une de ces techniques consiste à réduire tout simplement le nombre d'ouvriers dans une entreprise et à faire malgré tout la production attendue par le plan, de façon à réduire le nombre d'ouvriers susceptibles de "se partager" la prime attendue pour exécution du plan. Cependant, cette "technique" n'est que temporaire : une fois le chargement fait, l'exceptionnel devient l'ordinaire et il n'est plus possible de tricher avec le nouveau plan...

Une autre consiste à jouer sur la pression morale des engagements individuels dans le cadre d'une équipe de travail, à remplir le plan tandis que la prime est ensuite distribuée proportionnellement à l'"initiative" individuelle.

Une autre, celle des contre-plans, consiste, de la part des dirigeants d'usine, à obtenir une réduction du plan assigné à telle entreprise, et, ensuite, dans des discussions internes à l'usine, de proposer des modifications qui permettront de dépasser un plan prévu au départ comme inférieur aux capacités de l'usine.

A travers toutes ces expériences, le renforcement de l'Etat russe contre la classe ouvrière s'est fait par le biais direct des syndicats. La "nouvelle constitution" les confirme en effet dans leur rôle de gestionnaires et de propriétaires socialistes, en même

• A en croire les déclarations claires de Séguy, en septembre, il ne saurait être question de "consentir demain à la gauche les sacrifices que (nous) refusons aujourd'hui à la droite"... Dans ce contexte, les syndicats dans les pays dits "socialistes" posent à la FSM en général, et à la CGT française en particulier, des problèmes épineux. Aussi prend-elle d'avance ses distances et en appelle aux spécificités nationales et au cadre national de l'action des syndicats : "Nous ne pouvons faire nôtre la conception avancée dans certains pays socialistes qui oppose les droits de l'homme (considérés comme des libertés formelles) aux droits fondamentaux économiques et sociaux du socialisme" (Le Peuple, 1/15 oct. 77). Autrement dit, le rôle démocratique des syndicats français est garanti, il faudra, même dans le cadre d'un gouvernement de gauche, compter avec l'opposition des syndicats, c'est-à-dire compter sur les syndicats pour canaliser toute lutte de classe au nom de l'opposition au gouvernement. Il n'est donc

## POLOGNE. HONGRIE LE SOCIALISME A VISAGE AUSTERE

• L'annonce faite aussi bien en Hongrie qu'en Pologne de futures augmentations des prix est la manifestation criante des difficultés dans lesquelles se débattent les bourgeoisies, à l'Est comme à l'Ouest (1). Alors que le gouvernement hongrois peut annoncer et imposer des hausses brutales de certains produits de consommation (café + 50 %, cacao + 25 %, produits métallurgiques + 30 %), le gouvernement polonais, quant à lui, se montre bien plus prudent. Fchaudé et averti par les émeutes ouvrières qui avaient succédé à de telles décisions d'augmentations en 1970 et en 1976, Gierek annonce aujourd'hui une augmentation "graduelle" de certains produits pour faire avaler la pilule, on la coupe en petits morceaux.

La bourgeoisie polonaise apprend aujourd'hui à utiliser les bonnes vieilles recettes bien rodées de ses consœurs occidentales : répercuter l'inflation au fur et à mesure et éviter les à-coups générateurs de réactions ouvrières. De toute façon, la

temps qu'elle réaffirme la protection de la "propriété socialiste" par l'Etat.

Dans toutes ces expériences, les syndicats ont tout d'abord donné leur accord, puis ont appelé à la généralisation selon la rentabilité : ainsi, la méthode de limitation du personnel a été employée dans 1500 entreprises, celle des contre-plans a été largement "conseillée" et appliquée...

Dans tous les cas, ce sont les syndicats qui contrôlent les fameux droits des citoyens russes au travail, au repos... faisant ainsi de ce qui était, au XIX<sup>ème</sup> siècle, des progrès réels dans la condition ouvrière, une caricature du droit à l'exploitation.

Et ce contrôle de l'Etat par les syndicats s'exerce de manière plus ou moins stricte suivant le secteur économique qui est touché. En effet, alors que, dans l'industrie d'armement ou dans l'industrie destinée à l'exportation, le contrôle est très strict et ne vise qu'à tirer le plus possible de productivité des ouvriers, dans celui des industries de consommation le contrôle s'assouplit pour n'en faire qu'un moyen d'employer les chômeurs. Dans les premiers secteurs, les salaires sont relativement élevés ; dans ces derniers, réservoirs à chômeurs, les salaires sont

nettement plus bas et les résistances individuelles sont beaucoup plus manifestes mais presque institutionnalisées.

## la réalité: des résistances individuelles contre l'état

Officiellement, après les finasseries des dirigeants des entreprises, le plan est rempli : il suffit, pour le dépasser de faire diminuer le plan demandé par l'Etat ou de fausser les statistiques de la région ou de déclarer détruites des marchandises non produites. Ainsi s'exprime, par la réalité de tous ces truquages, celle du capitalisme d'Etat comme planification de la misère.

pas question, comme dans les pays de l'Est, de supprimer le rôle de tampon entre l'Etat et les syndicats, et de permettre un affrontement direct entre le capital et le travail... La CGT affirme clairement qu'elle laisse le rôle de gestion à l'Etat et qu'elle se réserve, elle, le "rôle essentiel" de "prise en charge des intérêts, des besoins, des droits des travailleurs pour assurer leur accomplissement et leur défense en toute circonstance" (même origine).

Il est des moments dans l'histoire où la bourgeoisie semble mieux tirer les leçons de ses affrontements avec le prolétariat que le prolétariat ne le fait lui-même. Ainsi, les syndicats français ont appris de l'expérience russe et de leur expérience propre que la mystification est de loin plus efficace que la répression policière directe, et ils s'apprêtent à tenter une fois de plus à jouer ce rôle, alors même que la classe ouvrière mondiale s'éveille de 50 ans de contre-révolution.

ranti par la "semaine de 41 heures" (art. 41), ce droit est respecté au sein de l'entreprise mais, tout simplement, les ouvriers seront "prêtés" à une entreprise "au noir" ou "prêtés" à la "collectivité" au moment des moissons et autres "dimanches socialistes", en échange d'outillage par exemple...

Résistance à la "morale socialiste" du travail et de la sobriété de la part des ouvriers qui, disent-ils, "feront semblant de travailler aussi longtemps que les patrons feront semblant de les payer". Si, en respectant la semaine de 41 heures, les patrons n'ont pas le souci de ménager la force de travail, les ouvriers n'ont pas plus le souci de rendre ce travail productif pour l'économie russe : l'absentéisme, l'alcoolisme, le désintérêt par rapport au travail, la vente au marché noir d'articles dérobés à l'usine ou de produits du lopin de terre sont la réponse des ouvriers russes aux résistances des patrons par rapport aux plans, résistance dont la classe ouvrière est la première à subir les contrecoups.

...

Officiellement, donc, dans la "société socialiste avancée" russe, la productivité s'est accrue par l'enthousiasme même des travailleurs russes... Officiellement, l'Etat garantit à chaque travailleur le "minimum vital". En réalité, toute la population, aussi bien au niveau des chefs d'entreprise que des ouvriers, tente de résister à l'inertie de l'Etat : corruption, gaspillage, à tous les niveaux, et, en réaction à la surexploitation de la classe ouvrière : absentéisme, chapardage... Cette résistance passive, cette force d'inertie, présente dans toute la vie russe, noie en même temps la classe ouvrière dans ce "peuple" dont parle la "nouvelle constitution".

Cependant, et parce que les syndicats ne peuvent assumer en URSS, un rôle de mystification, les luttes ouvrières prennent tout de suite des formes d'affrontement direct entre la classe ouvrière et la bourgeoisie : c'est ce qui s'est passé à Riga et à Odessa en mars 77, c'est ce qui s'est passé en Pologne et dans bien d'autres pays de l'Est.

En effet, ce qui faisait la force du stakhanovisme, c'était l'écrasement du prolétariat mondial ; c'était ce même rapport de forces qui permettait déportations massives en Sibérie et répressions directes contre les "déserteurs" du travail.

Actuellement, le rapport de force mondial entre prolétariat et bourgeoisie n'est plus le même, et il est devenu impossible de déporter toute une population, que ce soit la bureaucratie bourgeoise ou la classe ouvrière. Mais il est évident pour les ouvriers russes que l'Etat russe est un Etat comme un autre, que les syndicats sont une partie intégrante de cet Etat, même s'ils ont encore des illusions sur la "démocratie occidentale".

Les relents de cette illusion disparaîtront d'eux-mêmes avec l'approfondissement de la crise et la réaction du prolétariat dans les soi-disants paradis de l'abondance et de la démocratie que sont les pays occidentaux, ainsi la classe ouvrière en Russie, à l'instar de ses frères de classe du monde entier, sera capable de renouer avec sa tradition de lutte révolutionnaire qui culmina en 1917.

N.M.

Résistance au respect de la nouvelle constitution de la part de "patrons" russes : si le "droit au repos" est ga-

(1) cf. Revue Internationale n°12 : "La crise en Russie et dans les pays de l'Est".

## UN NOUVEAU MYTHE, DES SYNDICATS "LIBRES"

• Récemment la presse occidentale a annoncé la création par un groupe d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs soviétiques d'un "syndicat libre". Qu'un tel fait, inouï il y a en encore quelques mois, reflète le mécontentement grandissant des ouvriers et la faiblesse du régime capitaliste russe, cela est incontestable. Le régime stalinien ne peut plus fonctionner comme par le passé, par la terreur permanente, il doit affronter de nouvelles générations ouvrières qui n'ont pas connu l'écrasement des années 30.

Cela signifie-t-il que la formation de "syndicats libres" serait un signe positif du réveil prolétarien en URSS?

Non ! les syndicats "démocratiques" ne changeront pas d'un iota la terri-

ble exploitation des ouvriers russes. 50 années de politique syndicale à travers le monde témoignent que ces organismes ne sont pas "redressables" en organes de lutte de classe. Ils sont le fer de lance de l'appareil d'Etat, pour encadrer et briser la résistance du prolétariat à l'exploitation. Apparaître plus "libre" vis à vis de l'Etat a servi et servira à mieux paralyser le prolétariat, entretenant l'illusion que "d'honnêtes et courageux syndicalistes" le défendront réellement.

En Russie, comme partout ailleurs, la résistance prolétarienne passe par sa lutte contre toute forme syndicale, pour son organisation consciente contre l'Etat "libre" ou dictatorial, dictatorial.



# VIE DE L'ORGANISATION

## REUNIONS PUBLIQUES

### hier, aujourd'hui, demain, les PC-PS contre la classe ouvrière

La dernière réunion publique à Paris s'est tenue sur le thème : "Hier, aujourd'hui, demain, les PC et PS contre la classe ouvrière". Tout le monde s'y est trouvé d'accord pour reconnaître que si le PS et le PC étaient à l'origine des partis ouvriers, ils étaient, depuis, passés dans la camp de la bourgeoisie, respectivement avec les 2ème et 3ème Internationales.

Par contre, un camarade du PCI présente à soulevé plusieurs objections. En ce qui concerne les PC, il défendait l'idée qu'il était plus juste de les caractériser d'"opportunistes", s'appuyant sur le fait que, lorsqu'ils sont passés dans le camp de la bourgeoisie, il n'y avait plus d'organisation révolutionnaire assez conséquente pour les dénoncer, ce qui a laissé la confusion dans la classe ouvrière. Nous avons répondu que ce fait ne changeait rien à leur nature et que l'opportunisme ne pouvant caractériser qu'une organisation qui est encore dans le camp ouvrier, un tel terme ne faisait qu'accroître une confusion déjà existante.

De plus, prenant comme critère de passage d'une organisation prolétarienne dans le camp de la bourgeoisie la participation à la guerre mondiale, il pensait que ce n'était pas le cas pour les gauchistes : ceux-ci, d'après lui, soit pour certains n'existaient pas encore en 40, soit n'ont pas participé directement au conflit, et que donc on ne pouvait juger par avance de leur at-

titude -même si elle est probable- en cas d'un troisième conflit impérialiste. Et que par ailleurs ils croyaient sincèrement agir pour la révolution.

Il a été répondu à ce camarade que l'on ne jugeait pas une organisation sur ce qu'elle pensait d'elle-même, mais sur sa pratique... Que par là même le gauchisme a depuis longtemps fait ses preuves : en 39, la 4ème Internationale trotskyste s'est retrouvée aux côtés du PC dans la résistance au nom de l'antifascisme, tandis que Voix Ouvrière (ancêtre de LO) soutenait l'URSS, "patrie du socialisme", c'est à dire le même camp impérialiste.

Quant à l'anarchisme, en 36 il précipitait le prolétariat espagnol dans la mystification de la démocratie bourgeoise, le conduisant ainsi au massacre, et s'est fait partout le défenseur intrépide des démocraties face au fascisme (dans les syndicats, les fronts populaires et la résistance).

Ainsi ces groupes politiques ont-ils soutenu leur capital national, et leurs justifications politiques restent les mêmes hier et aujourd'hui. C'est pour cela qu'on les retrouve soutenant le MFA au Portugal en 74, Allende au Chili en 72, ou le PC italien, ardent défenseur de l'austérité actuellement... Et le rôle des révolutionnaires, hier comme aujourd'hui, est de les dénoncer pour ce qu'ils sont : une fraction de l'appareil politique de la bourgeoisie.

## DERRIERE LES VAUTOURS DE LA PAIX, L'HYDRE DE LA GUERRE

Réunion publique de Nantes : "Derrière les vautours de la paix, l'hydre de la guerre".

Deux grands axes traversaient le texte introductif : la dénonciation de la mascarade Sadate-Begin, vue sous l'angle, avec le récent conflit Vietnam-Cambodge, d'une accélération de la marche à la guerre ; et, développé d'une manière plus théorique, l'explication de l'économie de guerre, dans le cadre de la marche à la guerre. Le texte concluait sur une analyse du rapport de force actuel entre bourgeoisie et prolétariat et la réaffirmation, que malgré la faiblesse actuelle du prolétariat, le cours restait toujours à la révolution.

L'assistance (composée en partie d'anciens membres du "Bolchevik", après avoir exprimé un accord avec notre vision générale (marche à la guerre mais cours vers la révolution) nous ont reproché de ne pas assez critiquer le na-

tionalisme des gauchistes et de la gauche, puisque pour eux la caractérisation principale de ces partis est celle de social-chauvine. Nous avons souligné la fausseté de cette critique, en mettant en relief le fait qu'ils ne voyaient qu'un aspect partiel, particulier de la marche à la guerre (droits de l'homme? terrorisme, etc...). Ce qui nous a permis d'aborder le problème de la nature des PC, en particulier leur aspect de gestionnaires et pas seulement de filic en milieu ouvrier. Certaines personnes se posant des problèmes au niveau de la relation PC-URSS, ceci renforcé par l'affaire italienne actuelle, cet aspect a constitué un des grands thèmes de la discussion. Ils trouvaient notre vision trop unilatérale, trop schématique, mais après avoir expliqué la nature de ce lien a été mis en évidence ce que devait leur vision à une certaine idéologie bourgeoise.

Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial, c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi en confrontant ses positions dans la discussion avec les éléments ou groupes qui y viennent que le CCI participe à la clarification dans le mouvement révolutionnaire.

Revolutions Internationale, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

### Bordeaux

Réunions publiques : Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, à 17 h.  
11 février : "Rupture de l'Union de la Gauche mais accord contre la classe ouvrière".  
18 mars : "Les gauchistes, agents électoraux de la gauche et du capitalisme d'Etat".  
Permanences : Librairie 33, 26, rue St James, Les premiers mercredis de chaque mois de 17 h. à 19 h. et les derniers samedis de chaque mois de 16 h à 19 h.

### Clermont-Ferrand

Réunions publiques : Café "Le roi du Pinard", place des Salins, 1er étage, à 20 h. 30.  
27 janvier : "Les élections contre la classe ouvrière".  
3 mars : "Le gauchisme".  
Permanences : Les lers et 3èmes mercredis du mois à la Faculté des Lettres.

### Dijon

Réunion publique : 4 mars, à 17 h., à la MJC Maladière, rue Balzac : "Les élections contre la classe ouvrière".  
Permanences : 2èmes et 4èmes jeudis du mois, de 17 h. 30 à 18 h. 30, au Pavillon St Bernard, 1er étage, Campus Montmuzard (Bd Gabriel).

### Le Havre

Permanence : 24 février, 20 h. 30, à la Salle des Sociétés, 56, rue A. France.

### Lyon

Permanences : tous les 3èmes mercredis du mois de 18 h. à 20 h., 3, rue Diderot, Lyon 1er.

### Marseille

Réunion publique : 3 mars, à 21 h., Salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire, Marseille : "Avec ou sans mesures de "gauche", comment l'alternative reste : Guerre mondiale ou révolution prolétarienne mondiale".  
Permanences : Les 2èmes et 4èmes vendredis du mois.

## PUBLICATIONS DU C.C.I.

### ACCION PROLETARIA (Espagne)

Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)  
APARTADO DE CORREOS 19-18  
Valencia (Espagne)

### INTERNATIONALISM

PO Box 961  
Manhattan Station  
365, West 125 St.  
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328  
Station "D"  
Toronto, Ontario (Canada)

### INTERNACIONALISMO

BP 2  
Etterbeck 4  
1040 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :  
IKS  
Postbus 452  
Nijmegen

### INTERNACIONALISMO

Apartado postal 20674  
San Martin  
Caracas 102  
(Vénézuéla)

### RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469  
80100 Napoli (Italie)

### WORLD REVOLUTION (G.B.)

Ecrire à l'adresse comme suit :  
BM Box 869  
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :  
IKS C/o ABC Buchladen  
Goethestrasse 77  
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :  
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;  
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;  
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

### REVUE INTERNATIONALE n° 12 :

- Octobre 17, début de la révolution prolétarienne,
- La crise en URSS et dans les pays de l'Est,
- Le chemin difficile du regroupement des révolutionnaires (lettre ouverte à la Conférence d'Oslo de sept. 77),
- Quelques questions au CCT (CWO) - et quelques réponses,
- La CWO, passé, présent et futur : texte des saisonnistes d'Aberdeen et d'Edimbourg.

Les 30 avril et 1er mai 1977 s'est tenue une Conférence organisée par le Parti Communiste Internationaliste (Battaglia Comunista) à laquelle nous avons participé. Le compte rendu vient d'être publié. Nous engageons vivement les lecteurs à le lire (4 F).

## souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

REVOLUTION INTERNATIONALE  
B.P. 219  
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés  
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples  
12 numéros de R.I. seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :  
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C. Giné  
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu  
Paris 20ème.

## VIETNAM

(suite de la page 4)

tion de toutes les mystifications nationalistes sous couvert desquelles la bourgeoisie l'envoie se faire massacrer dans des boucheries inter-impérialistes, avec le soutien zélé des trotskystes.

Aujourd'hui, "Rouge" appelle à la "paix" entre les "peuples" d'Indochine comme hier il les appelait au massacre et comme il le fera encore demain. Dans le monde capitaliste, la "paix" n'est que l'autre facette de la guerre : il n'y a pas de "paix" possible, et la fin de toutes les atrocités subies par les pays sous-développés dépend exclusivement de la lutte du prolétariat international, de sa victoire dans les pays industrialisés. C'est cela que la classe ouvrière doit apprendre. Elle n'a pas d'autre camp à choisir.

C.N.

# à propos du regroupement des révolutionnaires

## IGNORANCES ET CONFUSIONS DU P.I.C.

• Sous le titre : "Sur le regroupement des révolutionnaires", le n°18 de la "Jeune Taupé" oublie une lettre personnelle écrite en 1949 par un membre du PCI ("Parti Communiste Internationaliste" qui oublie aujourd'hui "Le Proletaire" et "Programme Communiste") en France, à un autre membre de cette organisation, lui donnant les raisons politiques de sa décision de rompre avec cette organisation. Cette lettre est précédée d'un article introductif, qui est la raison véritable de la publication de celle-ci, laquelle doit lui servir de point d'appui pour justifier les réticences que la "Jeune Taupé" a toujours manifestées face au problème du regroupement des révolutionnaires.

Le contenu de la lettre est une critique des positions confuses et vacillantes du PCI (bordiguiste) de l'époque, et une dénonciation de son fonctionnement dit de "centralisme organique". Sur bien des points la lettre ne fait que reprendre les critiques qu'Internationalisme (organe de la Gauche Communiste en France) avait formulées depuis 1945 et qui, précisément, ont été la cause de la rupture entre la GCF et le courant bordiguiste, au moment même où les camarades de l'ex-"Union Communiste" adhéraient, eux, à ce courant. La "Jeune Taupé" n'est pas frappée de cette coïncidence, ne juge pas ce "détail" assez intéressant pour s'y arrêter. D'ailleurs la "Jeune Taupé" ne tient pas trop à se référer à l'internationalisme, qu'elle trouve aujourd'hui par trop "léniniste" après s'en être autrefois volontiers revendiquée en l'opposant au CCI. La "Jeune Taupé" ne fait pas de détail. Avec l'internationalisme elle jette aux orties tout l'apport de la Gauche Italienne et de "Bilan", tout ce qui vient de cette 3ème Internationale fondée par ce parti bolchevik qui, à lire la "Jeune Taupé", avait déjà largement trahi l'internationalisme prolétarien, pour devenir un vulgaire parti nationaliste au début de 1918, en signant le traité de Brest-Litovsk.

Toutefois, la "Jeune Taupé" se sent un peu trop seule dans l'histoire du mouvement communiste. On comprend sa nostalgie et son désir de trouver ses progéniteurs, qu'elle a enfin découverts dans l'"Union Communiste" d'avant-guerre et à laquelle elle s'accroche fermement. La "Jeune Taupé" creuse sa galerie là où elle peut. Nous n'allons pas lui discuter la chose. Encore faut-il mieux connaître l'histoire, ne pas l'inventer ni la travestir.

Quand la "Jeune Taupé" écrit que l'"Union Communiste" divergeait avec "Bilan" sur l'interprétation des événements en Espagne entre juillet 36 et mai 37 parce que la fraction belge niait le caractère révolutionnaire des luttes ouvrières en l'absence du "parti", elle ignore ou fait semblant d'ignorer le fond du débat qui opposait la Gauche Communiste (fractions italienne et belge) à l'"Union Communiste" comme un rouble internationaliste de Belgique. La Gauche Communiste ne niait pas la valeur révolutionnaire des luttes autonomes des ouvriers comme celles de juillet 36, mais elle dénonçait tout embrigadement des ouvriers et leur

mobilisation pour la défense de la République et sous l'égide du gouvernement bourgeois, auquel participaient les trotskystes, le POUM, l'"Union Communiste" et autres groupes similaires. Pour la Gauche Communiste, la guerre d'Espagne opposait deux gouvernements, républicain et franquiste, également bourgeois, que la classe ouvrière devait également combattre. Pour l'"Union Communiste" et similaires par contre, il y avait une différence à faire : combattre l'un et soutenir l'autre (avec l'éternelle réserve critique). Nous retrouvons ici le même fond qui opposait les bolcheviks en 1917 aux mencheviks et autres "souteneurs" du gouvernement bourgeois de Kerenski.

La "Jeune Taupé" parle d'un "regroupement international qui se plaçait dans le sillage du P.C. Internationaliste" dont "plusieurs ex-membres de l'"Union Communiste" ... furent partie prenante. En France ce regroupement s'intitula "Fraction Française de la Gauche Communiste Internationale". Cela tient plus de la fabulation que de l'histoire. Ce n'est pas en 45 mais en 42 que se constitue avec une déclaration de principe le groupe sous le nom de "Noyau Français de la Gauche Communiste". En décembre 1944 le groupe prend le nom de "Fraction Française de la Gauche Communiste" et publie "l'Étincelle" et "Internationalisme". En juillet 1945, avec l'apparition du PC Internationaliste en

beaucoup de peine à trouver la moindre trace d'un document parlant d'un tel "regroupement". Il s'agit d'une adhésion à un groupe sur la base même de sa scission avec la majorité, à un groupe et à un courant en régression par rapport à ce qu'était "Bilan" et la "Gauche Communiste" avant la guerre.

Que certains camarades de l'ex-"Union Communiste" aient été déçus de l'organisation bordiguiste après y avoir milité plusieurs années, cela tient, certes, comme l'écrit Lastérad aux "illusions que nous avions... et qui... sont mortes", mais aussi à la crainte que "le PCI me semble rapidement devoir devenir une organisation du type de celle qui produisait autrefois "Bilan". Cette "crainte", hélas, ne s'est jamais réalisée : Le PCI n'a fait que continuer sa régression. Mais il n'en est pas moins significatif que "Bilan" ait pu constituer une crainte pour des camarades de l'ex-"Union Communiste". Et comment réagissaient ces camarades contre le bordiguisme ? Quand ce n'était pas en restant dans l'isolement total, c'était en allant dans "Socialisme ou Barbarie", pour aboutir à I.C.O.!

"Lettre de rupture avec le bordiguisme" est le sous-titre de l'article de la "Jeune Taupé". Il y a deux façons de rompre, deux voies : l'une, en reconnaissant et assimilant tout l'apport de la Gauche Italienne au mouvement communiste et en dépassant ses erreurs et aberrations, l'autre en allant dans la marée confusionniste de toutes sortes de conseillismes et autonomismes anti-parti.

Visiblement, c'est dans cette deuxième voie que se trouve engagé le P.I.C.

Le P.I.C. dit "se placer dans la perspective d'un regroupement indispensable des révolutionnaires". Très bien ! Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mais, quand, il dit être "intransigeant sur le besoin d'une clarification théorique maximale", il fait doucement rire les lecteurs. Le P.I.C. et l'intransigeance théorique : là, il y a visiblement un malentendu !!! Quand le P.I.C. parle de regroupement des révolutionnaires, il entend par là sa pratique de "campagnes" et de "comités communistes" de soutien au prolétariat portugais avec toutes sortes d'éléments anarchisants, ses offres de service à la feu "Union Ouvrière", ou encore son parrainage et même sa fusion partielle avec des groupes dits "autonomes". Quand le CCI. parle de regroupement, il entend des groupes communistes qui reconnaissent la nécessité d'une organisation internationale communiste, un parti communiste basé sur un programme communiste. Nous savons que c'est là un travail de longue haleine qui exige de la persévérance, du sérieux et un effort soutenu. La conférence internationale de Milan en mai 77, à laquelle le P.I.C. a refusé de participer, était un premier pas dans cette voie, d'autres pas doivent suivre, et cela n'a rien de commun avec le bluff sur de prétendues conférences internationales inventées par l'imagination du P.I.C. (1).

M.C.

(1) Voir la mise au point de la section du CCI. en Espagne sur une prétendue conférence internationale à Valence, à laquelle le P.I.C. aurait assisté.

*"Deux groupes existent actuellement en France qui se réclament de la Gauche Communiste Italienne et prétendent chacun représenter la Fraction en France.*

*... Deux courants fondamentaux se heurtent dans la G.C.I. En France ces deux courants apparaissent sous la forme d'organisations séparées, indépendantes et opposées.*

*... Pour entretenir la confusion à l'extérieur, ces trois camarades (scissionnistes) constitués en organisation, continuaient à s'intituler Fraction Française, et publiaient un journal avec le même titre que celui de la majorité de l'organisation... Nous ne pouvons que protester contre de tels procédés et constater que le prolétariat n'a pas encore la force de les extirper... Après des mois, ce groupe fusionne avec des camarades de l'ancienne minorité (1) exclue de la Fraction Italienne en 1937, et des éléments dirigeants de l'ancienne "Union Communiste".*

*... Dans une déclaration faite dans une réunion publique, un camarade de cette minorité pouvait affirmer que l'entrée de la minorité dans un groupe de la fraction n'impliquait pas de leur part l'abandon de leur position sur la guerre espagnole qu'ils maintenaient intégralement. Ce qui est le cas pour la minorité s'applique également aux camarades de l'"Union Communiste", organisation à laquelle la minorité adhérait depuis 1937.*

*... La nouvelle "fraction" non seulement a fait place en son sein aux positions de la minorité italienne et de l'"Union Communiste" sur la guerre espagnole, mais encore elle répétait la "déclaration de principes" de 1942 qui fut le document de base à la constitution de la fraction en France. On peut se demander après cela ce qu'il reste encore de la Gauche Communiste, hormis le nom usurpé, à cet amalgame.*

*... Cependant ce groupe ... semble jouir d'une certaine faveur auprès de certaines tendances dans la G.C.I. Ce fait surprenant à première vue s'explique cependant quand on constate que ce groupe s'est transformé en une "claque" applaudissant et justifiant tout ce qui se fait, toute politique portant formellement le nom de G.C.I."*

Extraits de la "Lettre à tous les groupes de la Gauche Communiste Internationale" ("Internationalisme" n° 10. Mai 1946). (2)

### NOTES

(1) : Pour plus d'éléments sur la crise de la fraction italienne et les positions de sa minorité, voir la Revue Internationale du CCI n°7, p. 24.

(2) : Cette lettre du 15.3.46 a été adressée : au PCI d'Italie, à la Fraction Belge, au groupe 2 de la Fraction Française de la Gauche Communiste et porte la signature : "Fraction Française de la Gauche Communiste Internationale, GCF!"

C'est cette divergence fondamentale, divergence de classe, entre les positions de la Gauche Communiste et celles de l'"Union Communiste" que le PIC fait semblant d'ignorer par "anti-léninisme" viscéral et s'efforce d'escamoter. On sait que la guerre d'Espagne a provoqué non seulement la rupture de la Gauche Communiste avec tous les groupes qui - avec plus ou moins de "critiques" - soutenaient cette guerre, mais également une scission dans les rangs mêmes de la Fraction italienne, dont la minorité, qui avait participé dans les milices, trouvait naturellement sa place politique en s'intégrant dans l'"Union Communiste".

Italie, la Fraction Italienne se dissout pour intégrer ce nouveau parti. Dans sa majorité, la Fraction Française condamne cette dissolution, ce qui provoque une scission, et la minorité séparée continue comme la majorité de fonctionner durant un premier temps sous le sigle de : F.F.G.C. Le PC Internationaliste d'Italie et la fraction belge rejettent le groupe majoritaire et ne reconnaissent que le groupe minoritaire comme sa continuation organisationnelle en France. C'est à ce groupe minoritaire que les camarades de l'ex-"Union Communiste" adhèrent individuellement. Il n'a jamais été question de "regroupement" et le PIC aura

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes -sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttres de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

### NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.